

**Personne publique**

France Education international (FEI)

1, avenue Léon Journault

92318 Sèvres cedex

Site Internet : [www.france-education-international.fr](http://www.france-education-international.fr)

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles R314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale

## **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

### **Référence MAR26-04**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Objet du marché MAR26-04 :

**Prestations de factotum, manutention et logistique pour le compte de France  
Éducation international (FEI)**

#### **ACHETEUR**

FRANCE EDUCATION INTERNATIONAL (FEI)

France Education International (anciennement CIEP - Centre international d'études pédagogiques), établissement public national à caractère administratif régi par les articles D 314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

1 avenue Léon Journault

92318 SEVRES cedex

Profil acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse internet (URL) : [www.france-education-international.fr](http://www.france-education-international.fr)

## Table des matières

PARTIE 1 : L'ACCORD-CADRE.....	4
1. Terminologie.....	4
2. Objet de l'accord-cadre .....	4
3. Procédure .....	4
4. Allotissement.....	4
5. Forme et étendue de l'accord-cadre .....	4
6. Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution .....	4
6.1 Durée du présent accord-cadre.....	4
6.2 Délais d'exécution .....	5
7. Modalités d'attribution des marchés subséquents .....	5
8. Prestations supplémentaires ou modificatives.....	5
9. Lieu d'exécution .....	5
10. Documents contractuels.....	6
11. Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	6
11.1 Protection de la main d'œuvre .....	6
11.2 Clause sociale d'insertion professionnelle .....	8
12. Protection de l'environnement .....	8
12.1. Gestion et valorisation des déchets.....	8
12.2. Utilisation raisonnée des ressources et des équipements .....	9
12.3. Mobilité et transport.....	9
12.4. Sensibilisation du personnel .....	9
PARTIE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	9
1. Modalités d'exécution des prestations .....	9
1.1 Représentation des parties.....	9
2. Conditions d'exécution .....	10
2.1. Ordre de service de démarrage des prestations.....	10
2.2 Les exigences relatives aux prestations.....	11
2.3 Vérifications des prestations.....	11
2.4 Décisions consécutives aux vérifications.....	11
2.5 Obligation du titulaire .....	12
2.5.1 Obligation de résultat.....	12
2.5.1 Obligation d'information.....	13
2.5.2 Obligation de conseils .....	13
2.5.3 Obligation de respect des données à caractère personnelles.....	13
2.6 Responsabilité du titulaire .....	14
2.7 Clause de réexamen.....	15
2.7.1 Modifications des prix existants .....	15
2.7.2 Modifications éventuelles du contrat.....	15

2.7.3 Continuité / Suspension du marché.....	16
3. Régime financier.....	16
3.1 Forme et contenu des prix.....	16
3.1.1 Variation des prix .....	17
3.2 Réfactions et pénalités.....	17
3.2.1 Pénalités pour retard .....	18
3.2.2 Pénalités pour non-remplacement.....	18
3.2.3 Pénalités pour perte d'un badge, de clés ou de passe .....	18
3.2.4 Pénalités pour non-respect de clause sociale d'insertion professionnelle .....	19
3.3 Avances.....	19
3.4 Modalités financières.....	19
3.4.1 Intérêts moratoires.....	19
3.5 Modalités de facturation .....	20
3.5.1 Mentions obligatoires .....	20
3.5.2 Taux de TVA .....	21
3.5.3 Monnaie.....	21
3.5.4 Transmission des factures.....	21
4. Dispositions diverses .....	22
4.1 Forme des notifications et des informations .....	22
4.2 Langue .....	22
4.3 Sous-traitance .....	22
4.4 Assurances .....	23
4.5 Autres obligations administratives .....	23
4.6 Résiliation.....	24
4.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	24
4.8 Litiges et contentieux .....	24
5. Cause étrangère.....	25
6. Conditions extraordinaires du service .....	25
7. Dérogations au CCAG Fournitures courantes et services .....	26

# PARTIE 1 : L'ACCORD-CADRE

## 1. Terminologie

**Acheteur** : désigne France Education international (FEI), acheteur au sens du CCP et agissant en tant que pouvoir adjudicateur.

**CCP** : code de la commande publique.

**CCAP** : cahier des clauses administratives particulières

**CCTP** : cahier des clauses techniques particulières

**Titulaire ou prestataire** : désigne l'entreprise ou groupement d'entreprises à qui est attribué le marché.

**Factotum** : désigne un agent polyvalent chargé d'assurer des prestations de logistique, de manutention et d'assistance technique courante, destinées à garantir le bon fonctionnement opérationnel des locaux, des équipements et des activités de l'établissement, dans le respect des prescriptions contractuelles et réglementaires applicables.

**Orde de service (OS)** : Acte écrit émis par le pouvoir adjudicateur par lequel celui-ci prescrit au titulaire le commencement, la modification ou les modalités d'exécution des prestations prévues au marché.

## 2. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de factotum, manutention et logistique pour le compte de France Éducation international (FEI).

Les spécifications techniques de la prestation, sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières n°26 04.

## 3. Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article R. 2124-2 du Code de la commande publique.

## 4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## 5. Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande et par la conclusion de marchés subséquents, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, ainsi que des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum (en euros HT) et avec un montant maximum de 412 000 € (hors taxes) pour la durée totale du marché.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## 6. Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution

### 6.1 Durée du présent accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois et prend effet à la date d'émission de l'OS de démarrage des prestations. L'accord-cadre pourra être reconduit

tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois dans la limite de 48 mois.  
Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché est informé au plus tard 2 mois avant l'échéance. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## 6.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

Chaque bon de commande numéroté et daté précise notamment :

- La référence du marché **26 04**
- La nature et la description des prestations
- Le nom et les coordonnées du service émetteur
- Le prix total : le montant HT, TVA et TTC du bon de commande.

Toute commande passée par un autre moyen ou visée par un signataire non habilité n'engage pas le pouvoir adjudicateur.

Des bons de commandes pourront être émis par le pouvoir adjudicateur jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais sans que leur durée ne puisse excéder de 30 jours calendaires la date d'achèvement du marché.

Le titulaire est tenu d'assurer le remplacement des agents polyvalents en cas de congés ou d'absences imprévues, sans interruption de la continuité du service dans les conditions indiquées à l'article 5 du CCTP.

## 7. Modalités d'attribution des marchés subséquents

À la survenance d'un besoin de prestation complémentaire non prévue au BPU, l'acheteur envoie au titulaire du présent marché un dossier de consultation composé :

- D'une lettre de consultation précisant les modalités d'organisation de ladite consultation ;
- D'un cahier des charges spécifique relatif à la prestation à réaliser ;
- D'un acte d'engagement du marché subséquent ;
- Du cadre pour l'établissement de l'offre financière du marché subséquent.

Le titulaire doit remettre son offre avant la date et l'heure limites fixées dans la lettre de la consultation.

L'acheteur vérifie que l'offre remise est régulière, acceptable et appropriée. Il vérifie également la conformité de l'offre au regard de l'offre remise par le titulaire au stade du présent accord-cadre.

Il est précisé que les prix unitaires du présent marché constituent des prix plafonds qui s'imposent lors de la passation d'un marché subséquent. Ainsi, le titulaire doit, pour chaque marché subséquent, proposer un prix forfaitaire calculé au moyen de prix égaux ou inférieurs à ceux qu'il a fixés dans l'offre financière du présent marché public.

## 8. Prestations supplémentaires ou modificatives

Sans objet.

## 9. Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent sur le site de Sèvres de FEI au 1, avenue Léon-Journault – 92318 Sèvres Cedex (département des Hauts-de-Seine).

Comme précisé à l'article 2.3 du CCTP 26 04, les prestations peuvent également ponctuellement être réalisées dans le cadre de manifestations externes à Paris et dans les

parcs d'expositions d'Île-de-France, dans les communes limitrophes de Sèvres ou exceptionnellement sur le site de Villers-Cotterêts (02).

## 10. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, l'annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 26 04) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le cadre de réponse technique (CRT)

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra.

Il est expressément stipulé que les conditions générales du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/FCS en sa dernière version est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'Administration.

## 11. Protection de la main d'œuvre et clause sociale

### 11.1 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°

2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à FEI tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 1.8 du CCAP.

Obligations en matière de travailleurs détachés :

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire du marché détache un ou plusieurs salariés dans les conditions prévues aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du même code, il remet d'office à FEI et préalablement au détachement :

- Une copie de la déclaration de détachement, transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article L1262-2-1 du même code.

Le titulaire remet également à FEI l'ensemble des pièces définies ci-avant pour l'ensemble de ses cocontractants éventuels qui interviendraient dans le cadre de l'exécution du présent marché (sous-traitants directs et indirects, cotraitants, entreprises de travail temporaire).

Le titulaire s'engage ainsi à imposer cette obligation à ces derniers qui doivent lui remettre l'ensemble des pièces.

Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché, sur simple demande de FEI.

En cas de non-production des documents susmentionnés, sur simple constat, FEI met en demeure le titulaire de fournir ces documents dans un délai qu'elle fixe. A l'expiration de ce délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard dont le montant forfaitaire est fixé à l'article 1.8 du CCAP.

En cas d'intervention d'un travailleur détaché non régulièrement déclaré au préalable, FEI est

en droit de le récuser, le titulaire assurer à ses frais son remplacement immédiat.

## 11.2 Clause sociale d'insertion professionnelle

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le titulaire s'engage à réserver, sur toute la durée du marché, reconductions comprises, au minimum, 700 heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande, les heures clausées pourront être effectuées à raison de 30 heures dues tous les 100 000 € HT de commande (reconduction comprises).

À l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement est réalisé.

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures de travail.

### Modalités de mise en œuvre :

Deux solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- la mise à disposition de salariés,
- l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché,

### Modalités de contrôle :

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des heures de travail pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À la demande de l'acheteur, le titulaire fournit à échéance annuelle tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 3.2.4 – Partie 2 du présent CCAP.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible l'acheteur par courriel. Ce dernier examinera la demande de l'entreprise afin d'étudier les solutions à envisager. Ainsi la clause sociale d'insertion pourra être allégée ou suspendue tant que perdurent ces difficultés et le risque de contradiction avec le code du travail. La reconnaissance de cette situation sera matérialisée par un ordre de service de l'acheteur.

## 12. Protection de l'environnement

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche active de protection de l'environnement et de développement durable, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles issues du Code de l'environnement et de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECL).

### 12.1. Gestion et valorisation des déchets

Comme précisé à l'article 6.6 du CCTP n°26 04, le titulaire est responsable de la gestion des



déchets générés par son activité dans le cadre du marché, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

À ce titre, il s'engage à :

- Limiter la production de déchets à la source ;
- Assurer le tri des déchets conformément aux consignes en vigueur sur le site de France Éducation international ;
- Orienter les déchets vers des filières de traitement, de recyclage ou de valorisation agréées ;
- Assurer la traçabilité des déchets évacués, notamment par la conservation et la transmission à FEI, sur demande, de tout justificatif réglementaire (bordereaux, attestations, bons de dépôt).

## 12.2. Utilisation raisonnée des ressources et des équipements

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de ses prestations par :

- L'utilisation d'équipements et de matériels adaptés, entretenus et, dans la mesure du possible, économes en énergie ;
- La limitation des consommables à usage unique ;
- Le recours prioritaire à des produits durables, réutilisables ou recyclables, lorsque cela est compatible avec les exigences de sécurité et de service.

## 12.3. Mobilité et transport

Dans le cadre des déplacements nécessaires à l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à :

- Optimiser les déplacements et les flux logistiques afin de réduire les émissions associées ;
- Privilégier, lorsque cela est possible, des véhicules à faibles émissions ou des pratiques de conduite écoresponsables.

## 12.4. Sensibilisation du personnel

Le titulaire s'engage à sensibiliser et former son personnel intervenant sur le site de France Éducation international aux bonnes pratiques environnementales applicables dans le cadre du marché, notamment en matière de tri des déchets, d'utilisation des équipements et de respect des espaces extérieurs et paysagers.

# PARTIE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

## 1. Modalités d'exécution des prestations

### 1.1 Représentation des parties

#### 1.1.1. Représentant de l'acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par

l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

#### 1.1.2. Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Les profils communiqués dans l'offre du titulaire concernant les membres de l'équipe technique, et administrative sont distinctes de la personne ou des personnes habilitées à représenter le titulaire.

## 2. Conditions d'exécution

### 2.1. Ordre de service de démarrage des prestations

L'exécution des prestations objet du présent marché ne peut débuter qu'à compter de la notification d'un ordre de service de démarrage émis par France Éducation international (FEI).

La notification du marché ne vaut pas, à elle seule, ordre de commencer les prestations.

#### **Phase préparatoire :**

Entre la date de notification du marché et la date d'effet de l'ordre de service (OS) de démarrage, le titulaire réalise la phase préparatoire définie au CCTP, comprenant notamment :

- Les visites de site ;
- La prise de connaissance des contraintes d'exploitation ;
- La transmission des documents contractuels requis (organisation des prestations, liste nominative des agents, plan de prévention, attestations, etc.).

Aucune prestation opérationnelle ne peut être exécutée ni facturée durant cette phase préparatoire, sauf demande expresse et écrite de FEI.

#### **Date de démarrage effectif :**

La date de démarrage effectif des prestations correspond à la date indiquée dans l'ordre de service (OS) de démarrage.

Cette date constitue le point de départ :

- Des obligations d'exécution des prestations ;
- De la facturation ;

- Des délais contractuels ;
- Et, le cas échéant, de l'application des pénalités prévues au marché.

#### **Report ou modification de l'ordre de service :**

FEI se réserve la possibilité de reporter ou de modifier la date de démarrage initialement envisagée, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnisation, dès lors que l'ordre de service (OS) de démarrage n'a pas été notifié.

## **2.2 Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Le Titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à exécuter les prestations conformément aux règles fixées dans le CCTP et dans le respect des normes applicables en vigueur. Étant précisé que les dispositions du présent marché priment sur les dispositions desdites normes en cas de contradiction.

## **2.3 Vérifications des prestations**

Les prestations sont exécutées sous la responsabilité du titulaire.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la prestation réalisée et la prestation indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 1.2.4.

À l'issue des opérations de vérification quantitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 1.2.4.

## **2.4 Décisions consécutives aux vérifications**

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

### **➤ Admission :**

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la prestation.

### **➤ Ajournement :**

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir

adjudicateur un agent polyvalent d'accueil et de réception conforme aux stipulations du CCTP.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 4 heures à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire.

➤ Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

➤ Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de présenter un nouvel agent polyvalent d'accueil et de réception.

## 2.5 Obligation du titulaire

### 2.5.1 Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat quant :

- au maintien du niveau de qualité des prestations conformément aux seuils d'acceptabilité ou aux objectifs fixés dans le CCTP concernant les prestations faisant l'objet d'une obligation de résultats ;
- à l'exécution des prestations selon les fréquences fixées concernant les prestations faisant l'objet d'une obligation de moyens ;
- En outre, l'obligation du titulaire porte notamment sur :
- le respect des dates et échéances prévues aux documents d'exécution et aux documents contractuels ou selon les échéances définies entre FEI et le titulaire au cours de communication effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphonique... ;
- le respect des obligations impératives en matière de sécurité définies notamment dans le CCTP ;
- l'application et le respect du plan de prévention ;
- une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- le contrôle et le maintien constant des compétences de ses équipes au moyen notamment de formations régulières ;
- la production des documents ou informations nécessaires au suivi du marché public et au respect de la qualité des prestations ;
- la communication sur toute anomalie identifiée quant à la sécurité des matériels qu'il a à manipuler,
- la présence aux réunions de suivi de la prestation.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

### 2.5.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

### 2.5.2 Obligation de conseils

L'obligation de conseil se distingue de l'obligation d'information et de mise en garde. Plus qu'une indication, le conseil implique une incitation, une recommandation, une orientation de choix, une préconisation de la solution la plus adaptée aux besoins exprimés par FEI ou son représentant.

Dans ce cadre, le titulaire formule toute proposition technique utile relative à la sécurisation des biens.

Le prestataire a donc, dans l'exécution de sa mission, un rôle de conseil et en particulier sur :

- Le dimensionnement adapté du contenu des prestations au regard de la taille de la propriété et du niveau de risque.
- La réactivité en cas d'incident constaté.
- La traçabilité des prestations réalisées (main courante).
- La mise à disposition, l'entretien et la vérification régulière du matériel mis à disposition des agents.

### 2.5.3 Obligation de respect des données à caractère personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le N règlement européen sur la protection des données O).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement désigné par FEI dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

FEI se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-dessystemes-dinformation/>

## 2.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

FEI se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix du marché public. Néanmoins, FEI se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, le Titulaire remet :

- seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :
  - Sa date d'embauche ;

- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

De même, les parties au marché s'engagent à respecter les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

#### Discipline et respect des règles de vie

Le Titulaire désigné s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site.

Le personnel du Titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des personnels de FEI. Lors de ses interventions sur le site, le Titulaire respecte les locaux et l'environnement de travail des personnels de FEI et se montre discret.

### 2.7 Clause de réexamen

#### 2.7.1 Modifications des prix existants

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

#### 2.7.2 Modifications éventuelles du contrat

Le contrat pourra être modifié dans les conditions décrites ci-après.

##### Champ d'application :

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications techniques au cours de l'exécution du marché, notamment sur les modalités d'exécution, afin de garantir leur adéquation avec l'objet du marché.

##### Natures des modifications :

Les modifications peuvent être d'ordre technique et le cas échéant, financier, et sous réserve qu'il s'agisse de modifications de faible montant conformément à l'article R2194-8 du Code de la commande publique.

##### Modalités de leur mise en œuvre (formalisation avec ou sans avenant, fréquence...) :

Les modifications feront l'objet d'un avenant au marché. Aucune fréquence prédéfinie n'est retenue pour ces ajustements.

##### Clause de réexamen :

À la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur pourront se réunir, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, afin de faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés :

- La modification des prix rémunérés au forfait ;

- L'ajout ou la modification de prix unitaires ;
- La prolongation des délais d'exécution ;
- Les conséquences de circonstances imprévues influant sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

### 2.7.3 Continuité / Suspension du marché

Sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché s'engage à exécuter la totalité de ses prestations et à prendre les mesures nécessaires à la continuité de son activité indépendamment de l'évolution de la situation liée à un événement qui serait similaire au COVID-19.

En cas de difficultés temporaires d'exécution, le pouvoir adjudicateur pourra, en concertation avec le titulaire du marché, suspendre provisoirement, par ordre de service, le marché. La reprise sera décidée par le pouvoir adjudicateur qui en informera le titulaire par un nouvel ordre de service de reprise des prestations.

En cas de décision gouvernementale interdisant les rassemblements et/ou événements et rendant impossible la tenue de l'événement à la date prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reporter ou d'annuler l'événement, sans que cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

Si une nouvelle situation de confinement national et/ou régional venait à se réitérer, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de diminuer les prestations initialement prévues sans que cette décision de diminution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## 3. Régime financier

### 3.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

L'annexe financière fixe respectivement :

- le prix forfaitaire annuel pour les prestations continues, pouvant être ramené en mois, dont le détail décompose le prix global et forfaitaire faisant apparaître le volume horaire ;
- et les prix unitaires de prestations complémentaires.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.



Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

### 3.1.1 Variation des prix

A la date de révision des prix (date anniversaire de la date de l'OS de démarrage des prestations), le titulaire produit à l'administration par courrier ou par messagerie, les éléments retenus pour la révision des prix.

Dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier du titulaire, l'administration adresse un courrier au titulaire validant ou infirmant le calcul effectué.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, l'administration lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

La demande de révision doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivants la date d'anniversaire du marché. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision. A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

Les prix révisés s'appliquent à compter de la validation de la révision par l'administration.

#### Formule de révision :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois mo mois de la remise des offres.

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables par la suite à la date anniversaire de la date de l'OS de démarrage des prestations, par application de la formule de révision suivante :

$P = P_0 \times [ 0,80 + 0,20 \times (I / I_0) ]$
---

Où :

- **P** = prix révisé
- **P<sub>0</sub>** = prix initial du marché
- **I<sub>0</sub>** = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHTrev-TS – Services administratifs et de soutien) publié par l'INSEE, en vigueur à la date de remise des offres (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6687364>)
- **I** = dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision.
- **0,80** = part fixe non révisable
- **0,20** = part révisable représentative des charges

Les indices sont lus sur le site internet de l'INSEE. Les indices provisoires sont réputés définitifs.

#### Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5%, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

### 3.2 Réfections et pénalités

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels. Ces pénalités dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par

l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires de l'accord-cadre, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

### 3.2.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles, à savoir le délai de mise à disposition d'un factotum, découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités sans observations préalables de l'acheteur.

En cas d'absence constatée au poste de factotum, les heures non effectués seront décomptées de la facture du mois correspondant.

La pénalité pour absence sera appliquée de la façon suivante :

- Pour la première heure (de 10 minutes à 59 minutes de vacance de poste) : le double de la facturation horaire ;
- Pour la deuxième heure (de 1h à 1h59 minutes de vacance de poste) : le triple de la facturation horaire ;
- Pour la troisième heure et au-delà : (à partir de 2h59 minutes de vacance de poste et au-delà par tranche d'1 heure) : le quadruple de la facturation horaire par heure de vacance de poste.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont déduites du montant de la facture actualisé.

### 3.2.2 Pénalités pour non-remplacement

L'absence est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'établir une date certaine (courriel, message via un outil de gestion, ou remise en main propre). Le délai d'une (1) heure commence à courir à compter de la réception effective de cette notification par le titulaire.

En cas de non-remplacement dans le délai de quatre (4) heures, il est appliqué une pénalité de cinquante (50) euros par heure entière de retard, à compter de la cinquième heure suivant la réception de la notification et jusqu'à la mise en place effective du remplacement.

Toute heure commencée est arrondie à l'heure entière pour le calcul des pénalités.

### 3.2.3 Pénalités pour perte d'un badge, de clés ou de passe

La présente clause définit les pénalités applicables au titulaire en cas de perte de badges, clés ou passes mis à disposition dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de perte d'un badge, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de quatorze euros (14,00 €) HT par badge perdu.

En cas de perte d'une clé ou d'un passe, le titulaire demeure responsable jusqu'au remplacement effectif par le pouvoir adjudicateur. Pendant cette période, des pénalités journalières sont appliquées comme suit :

- Clé individuelle : dix euros (10,00 €) HT par jour ;
- Passe partiel : cinquante euros (50,00 €) HT par jour ;
- Passe général : deux cents euros (200,00 €) HT par jour.

Ces pénalités courent à compter du jour de constat de la perte et jusqu'à la remise du nouvel élément ou la restitution de l'élément perdu.

### 3.2.4 Pénalités pour non-respect de clause sociale d'insertion professionnelle

En cas de non-respect des obligations relatives à la clause sociale d'inclusion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 45 euros par heure de travail non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

Ces pénalités sont déduites, sur n'importe quel paiement dû au titre d'un ou plusieurs bon(s) de commande identifié(s) par l'acheteur.

## 3.3 Avances

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS.

Sauf renoncement porté en acte d'engagement par le titulaire, le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 20% pour les petites et moyennes entreprises.

En ce qui concerne la partie forfaitaire, le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités des articles R. 2191-7 et R. 2191-17 du code de la commande publique.

En ce qui concerne la partie exécutée à bons de commande, l'accord-cadre étant exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoyant pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R2191-16 et R2191-7 du CCP. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande pour les prestations ponctuelles et à compter de la notification du marché pour les prestations forfaitaires.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-19 et suivants du code de la commande publique.

## 3.4 Modalités financières

### 3.4.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.  
Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### 3.5 Modalités de facturation

#### Prestations à prix forfaitaires :

Les prestations forfaitaires feront l'objet d'une facturation mensuelle, sur la base du forfait prévu au marché (cf. annexe financière n°1).

Une régularisation annuelle sera opérée en fin d'exercice, afin d'ajuster le montant total facturé aux prestations réellement exécutées.

Les paiements seront effectués dans les délais réglementaires, à compter de la réception des factures conformes et après constatation du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

#### **Retenue de garantie et cautionnement**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

- Cession et nantissement de créances

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande

#### Prestations à prix unitaires :

Les prestations exécutées sur la base de bons de commande seront facturées au fur et à mesure de leur réalisation.

Chaque bon de commande donnera lieu à une facture distincte.

Le paiement des sommes dues sera effectué après constatation du service fait, conformément au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

#### 3.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture

- Nom et adresse du créancier
- Numéro du compte bancaire ou postal du créancier, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- La référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro et la date de l'accord-cadre
- Le numéro de facture
- Le numéro SIRET
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le mois au titre duquel les prestations sont effectuées
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes (avec deux chiffres après la virgule) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant total TTC

### 3.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 3.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 3.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

## 4. Dispositions diverses

### 4.1 Forme des notifications et des informations

En vertu de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 4.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### 4.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à

l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande et ce dans un délai de 15 jours à compter de la demande faite par l'acheteur par mise en demeure.

#### 4.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### 4.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

#### 4.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- Le montant cumulé des pénalités, constaté durant l'exécution du marché, dépasse les 5 % du montant HT du marché. Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, pour ce motif de résiliation, une mise en demeure préalable à la résiliation ne sera pas nécessaire ;
- Le titulaire se trouve, en cours d'exécution après mise en demeure préalable restée infructueuse, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique ;
- Le titulaire se trouve dans un cas prévu au présent document ouvrant droit à résiliation au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le montant de l'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général ne peut excéder 5% de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Cette indemnité ne peut être allouée qu'à la condition que le titulaire justifie dûment de ces frais dans un délai de 15 jours à compter de la notification de résiliation.

#### 4.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de manquement au principe de continuité de service, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

En effet, en cas de défaillance du titulaire ne relevant pas d'un cas de force majeure, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans un délai de 48 heures, le pouvoir adjudicateur peut faire assurer le service aux frais du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. En cas de manquements répétés, l'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, y compris dans le cas où ce retard n'entraîne pas résiliation du marché.

#### 4.8 Litiges et contentieux

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.



La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

## 5. Cause étrangère

Au sens du présent marché, une cause étrangère désigne un événement indépendant de la volonté des parties et imprévisible lors de la conclusion du marché ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature de celui-ci.

Constituent notamment des causes étrangères :

- Le retard, le refus, la suspension, l'annulation ou le retrait non imputable au titulaire d'une ou plusieurs des autorisations notamment administratives, requises pour l'exécution du marché ;
- La découverte de sujétions techniques imprévues ;
- Injonction judiciaire ou administrative d'interrompre ou de suspendre l'exécution du marché.

En cas de survenance d'une cause étrangère, les parties se réunissent pour étudier de bonne foi l'impact de la cause étrangère sur l'exécution des présentes.

Les conséquences, notamment les conséquences financières directes et indirectes, de la survenance du cas de cause étrangère sont supportées par le pouvoir adjudicateur après débat contradictoire entre les parties et, le cas échéant, conclusion d'un avenant modifiant les conditions initiales du marché.

Par ailleurs, les délais d'exécution sont prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'évènement considéré aura perturbé tout ou partie de l'exécution du marché dans la limite de la durée globale du marché.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ..... Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français »

## 6. Conditions extraordinaires du service

Au sens du présent marché, est considéré comme événement de force majeure ou assimilable, toute circonstance ou fait réunissant les trois conditions suivantes : extérieur aux parties et indépendant de leur volonté, imprévisible ou inévitable et irrésistible c'est à dire qui ne peut être empêché par les parties malgré tous les efforts et diligences raisonnablement possibles.

Le service est assuré en permanence par le titulaire sauf cas de force majeure dans les

conditions définies par la jurisprudence ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- conditions ne permettant pas de respecter les conditions d'hygiène, de sécurité et d'environnement par des mesures normales,
- tout fait ou tout événement qui mettrait le titulaire dans l'impossibilité matérielle d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permettrait pas d'empêcher la survenance d'un dommage et notamment guerre, émeute, terrorisme, mouvements populaires, difficultés d'approvisionnement en matériels et fournitures dues à des ruptures de stock générales, etc.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou pour avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché, dans la mesure où un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Si une partie invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie à l'autre partie dans les plus brefs délais en précisant la nature de l'événement, ses conséquences et les mesures envisagées pour en atténuer les effets. Dans le délai de 10 jours maximum, la partie réceptrice de la notification notifie à l'autre partie sa décision quant à l'existence et aux effets de l'événement de force majeure, le silence vaut acceptation.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, le titulaire doit immédiatement entreprendre tous les efforts et diligences raisonnablement possibles pour limiter les effets desdits événements. Il en informe le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, les délais d'exécution sont prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura mis obstacle à tout ou partie de l'exécution du marché.

Aussitôt l'événement de force majeure terminé, l'exécution des obligations contractuelles reprend son cours normal et les parties se réuniront afin de déterminer les mesures les plus adaptées pour en compenser les effets.

Les conséquences, notamment financières directes et indirectes, de la survenance du cas de force majeure sont supportées par le pouvoir adjudicateur après débat contradictoire entre les parties et, le cas échéant, conclusion d'un avenant modifiant les conditions initiales du marché. Le titulaire peut, sans être tenu au paiement d'une indemnité, obtenir la résiliation de son contrat.

## 7. Dérogations au CCAG Fournitures courantes et services

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait référence	Objet de la dérogation
Partie 1 – article 10	Article 4	Liste des documents contractuels
Partie 2 – article 3.2	Article 14	Réfaction et pénalités
Partie 2 – article 3.2.1	Article 14.1.1	Pénalités pour retard
Partie 2 – article 3.3	Article 11.1	Avances
Partie 2 – article 4.6	Articles 38 à 42	Résiliation